

Communiqué de presse

Dans le cadre du mouvement de mobilisation engagé depuis plusieurs semaines concernant la situation budgétaire dramatique de l'Université Paul Valéry Montpellier 3, les organisations syndicales CGT, Snesup-FSU et Snprees-FO, à la suite de la réunion d'information des personnels tenue ce 13 novembre, se sont associées pour adresser une demande de rencontre, au plus tôt, avec madame la ministre Geneviève Fioraso. Dans le même temps, lors de l'Assemblée générale réunissant près de 1200 étudiants, une demande allant dans le même sens a été votée.

La délégation constituée par les organisations syndicales et des représentants étudiants exprimera les revendications des personnels et des étudiants dans l'attente que des réponses soient fournies afin de garantir le fonctionnement normal de l'université en restituant en particulier les 4 millions manquant au budget.

Nous informerons de la date de l'entrevue dès qu'elle nous sera transmise par les services du ministère.

Montpellier, le 14 novembre 2013.

CGT UM3, Snesup FSU UM3, Snprees FO, Unef, Solidaires.

Lettre ouverte à Madame Fioraso, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

« Madame la Ministre, rendez les 4 millions d'euros à l'université Paul Valéry Montpellier3 ! »

Nous, personnels et étudiants de l'université Montpellier 3, manifestons depuis des semaines et de toutes les manières notre rejet des mesures envisagées par le conseil d'administration : fermeture du site de Béziers, sélection des bacheliers, diminution des enseignements, fin du financement des contrats doctoraux, gel des postes 2014... Nous demandons l'abandon de ces mesures.

Nous savons que cette situation ne découle pas d'un problème de gestion interne, mais directement d'une politique que vous avez choisi de poursuivre en maintenant toutes les dispositions de la LRU voire en les aggravant. C'est cette politique qui explique notre déficit ainsi que ceux d'un grand nombre d'universités en France.

En conséquence, nous vous demandons de rendre à notre université les 4 millions de dotation qui manquent à son budget pour assurer ses missions et appelons nos collègues des autres universités à se joindre à cet appel.

Conscients qu'une simple rallonge budgétaire ne constitue qu'une mesure ponctuelle, nous estimons qu'il est grand temps d'arrêter une politique qui fait l'unanimité contre elle, d'abroger la LRU et le Pacte recherche, ainsi que votre loi qui en est le prolongement. Nous réclamons une loi de programmation à la hauteur des besoins des universités et des organismes de recherche, y compris en termes d'emplois pour résorber la précarité.

Nous attendons une réponse de votre part concernant la restitution des 4 millions manquants. Ensuite, nous vous invitons à venir à notre rencontre à Montpellier pour débattre de l'avenir de notre université et plus largement de l'avenir du service public d'enseignement supérieur et de recherche.

NOM	Prénom	Filière/poste	Contact mail/tel	Signature
-----	--------	---------------	------------------	-----------

Lettre ouverte soutenue par : CGT UM3, CGT UM1, SNTRS CGT, Snesup-FSU UM3, Snesup-FSU UM2, SNCS-FSU, Snprees FO34, UNEF Montpellier, Solidaires étudiants 34, SUD Éducation UM2 et SUD Recherche EPST, le Collectif des Précaires de la Recherche de Montpellier
